

SMAÏL HAMDANI CHEZ BENSALAH :**«Limiter les mandats à tous les niveaux»**

L'ancien chef du gouvernement, Smaïl Hamdani, se prononce pour «un régime semi-présidentiel et la limitation à deux des mandats présidentiels mais aussi à tous les niveaux de la responsabilité. Y compris au niveau des partis politiques».

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Invité, hier mardi, par la commission Bensalah, Hamdani, qui était chef du gouvernement à la fin du mandat de Liamine Zeroual et au début de l'ère Bouteflika, s'est rendu au siège de la présidence avec un mémorandum contenant dix-huit points en guise de propositions politiques. «Adopter la démocratie et le pluralisme de manière déterminée et sérieuse», en est le premier.

Ce qui sous-entend que ce n'est pas le cas, jusque-là. Pur produit du MALG, l'ancêtre du service de renseignement algérien, Hamdani sait de quoi il parle quand il évoque «la nécessité de promulguer une loi sur le conflit d'intérêts et la relation entre l'argent et la politique».

Ou alors de «la lutte, avec une extrême rigueur, contre la corruption». Pour mettre fin, par ailleurs, à l'éternelle problématique qui paralyse les pays musulmans, Hamdani propose de «considérer la démocratie et l'Etat de droit comme faisant partie des valeurs des musulmans et de l'Islam».

Ainsi que «le rejet de la violence et le rejet de l'imposition, par la force, de convictions ou de lectures personnelles». Un domaine où excellent particulièrement les islamistes et, depuis quelques années, l'Etat algérien lui-même qui multiplie les campagnes d'inquisition. L'ancien chef du gouvernement, qui était également ambassadeur d'Algérie à Paris, ne manquera pas de noter que «la Constitution algérienne est excel-



Photo : Samir Sid.

lente sur le volet des droits. Mais son application fait cruellement défaut». D'où sa proposition relative à «la promulgation de textes de loi portant application des articles

de la Constitution traitant des droits, des devoirs et des libertés». Et pour réparer définitivement une injustice historique, il plaide pour «l'introduction de tamazight dans

l'article 178 de la Constitution. Un article immuable car traitant des valeurs de la personnalité nationale». Sur ce chapitre, il ajoutera que «les constantes de l'identité nationale sont un tout, indivisible et nul n'en a le monopole. Elles doivent de ce fait être extraites de toute compétition politique».

Fort de sa longue expérience cumulée durant une très longue carrière en tant que cadre de la nation, Hamdani estime que le modèle le mieux indiqué pour l'Algérie serait «un régime qui ne sera ni tout à fait présidentiel, ni tout à fait parlementaire non plus. Un régime équilibré entre les deux avec la nécessité d'un contrôle mutuel».

Avec autant de balises, l'ancien chef du gouvernement considère que l'on pourrait, désormais, «considérer que la responsabilité politique doit être perçue comme une mission et non pas un métier». A bon entendre...

K. A.

M^E MILOUD BRAHIMI :**«L'armée doit se retirer définitivement de la scène politique»**

Maître du barreau à la notoriété bien établie et militant des droits de l'homme, Miloud Brahimi martèle sa conviction quitte à déplaire à ses amitiés démocratiques. Il en est ainsi du rôle et de la place qu'il préconise à l'armée dans l'univers institutionnel national. «Nous devrions nous inspirer d'un système à la turque qui suppose le retrait définitif de l'armée de la scène politique», a-t-il réitéré hier à l'antenne de la Radio Chaîne III.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Cette proposition, rappelée hier, M^e Brahimi l'a formulée devant l'instance qui mène les consultations en vue des réformes politiques annoncées par le président de la République. Tout en déplorant que son idée ait «chahuté» quelques démocrates par trop sensibles sur cette question de l'armée, M^e Brahimi explique que le retrait de l'armée de la scène politique devra se traduire par «la

stricte neutralité vis-à-vis des différentes sensibilités politiques». Cependant, l'avocat concède que l'ANP peut intervenir lorsqu'il y a atteinte à des principes démocratiques cardinaux qu'il désigne par «bloc démocratique». Et par bloc démocratique, M^e Brahimi entend l'ensemble des aspects éthiques de la démocratie, à savoir le respect de l'individu, l'égalité entre la femme et l'homme... «Ce bloc démocratique devra être mis à

l'abri des aléas électoraux», dit-il. Si l'armée peut intervenir dans ce cas précis d'atteinte au «bloc démocratique», elle ne peut, selon M^e Brahimi, s'autosaisir. «Il faut qu'elle soit saisie par une institution nationale composée de personnalités au-dessus de tout soupçon», explique-t-il, précisant que cette intervention peut avoir lieu lorsqu'un président ou une majorité porte atteinte au «bloc démocratique». S'interdisant de rester sur

les lieux communs, comme beaucoup de «consultés» ont donné à le noter, M^e Brahimi n'hésite pas à revendiquer la révision de l'article 2 de la Constitution dans le sens de «l'Islam est religion officielle de l'Etat» au lieu de «l'Islam est la religion de l'Etat», comme stipulé présentement. Sa philosophie est que l'Islam appartient à la sphère privée dans laquelle l'Etat ne devra pas intervenir. M^e Brahimi préconise, par ailleurs, que l'indépendan-

ce de la justice soit renforcée par des mécanismes en faveur des justiciables. Pour cela, il pense qu'il faut mettre en place une cellule d'écoute pour les justiciables.

M^e Brahimi propose également l'abrogation de la peine de mort, laquelle n'est pas exécutée au demeurant depuis 1993. Il estime aussi que l'Algérie a tout à gagner à intégrer la Cour pénale internationale.

S. A. I.

DÉPÉNALISATION DE L'ACTE DE GESTION**L'acte ne traduit pas la substance de l'annonce présidentielle**

M^e Miloud Brahimi a révélé hier que le projet de loi portant dépenalisation de l'acte de gestion est tout sauf une dépenalisation de l'acte en question. Il parle en connaissance de cause.

«J'ai été invité à faire partie de la commission qui devait concrétiser l'engagement solennel du président de la République en matière de dépenalisation du délit de gestion. Mais je me suis vite retiré de quelque chose qui m'apparaissait totalement surréaliste. On a tout fait pour vider l'engagement du président de toute

sa substance. Je sais que le projet qui va être présenté au Parlement est tout sauf une dépenalisation», dit-il, concluant : «Dépenaliser signifie abroger», pis encore, le décret d'octobre 2010 relatif au code des marchés publics consacre un retour de 20 ans en arrière. Le décret en question dit que les entreprises économiques sont tenues par le code des marchés publics alors que la loi du 12 janvier 1988 avait décaplé les entreprises économiques du code des marchés.

S. A. I.

DOSSIERS DE PASSEPORT ET DE CARTE**D'IDENTITÉ NATIONALE****Le certificat de nationalité n'est plus exigé**

Le certificat de nationalité est remplacé par la présentation de l'acte de naissance du père ou de la mère, ou a défaut l'acte de décès de l'un des deux parents pour le renouvellement du passeport et de la carte d'identité nationale, a indiqué hier un communiqué du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. Ces documents seront accompagnés par la présentation de la carte d'identité nationale ou du passeport arrivés à expiration, a ajouté la même source. Le certificat de nationalité est cependant exigé lorsque la demande de carte d'identité ou du passeport est formulée pour la première fois, préci-

se le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. Un nouveau formulaire d'une seule feuille imprimée en recto verso sera en outre mis à la disposition des citoyens et des citoyennes pour la demande d'établissement du passeport et de la carte d'identité. Ce formulaire comporte trois rubriques réservées, pour la première (A), à la transcription des éléments d'identité du demandeur, pour la seconde (B), à la transcription des informations concernant le père, pour la troisième (C), à la transcription des informations concernant la mère. Le formulaire est accompagné de deux annexes : l'une destinée aux personnes mariées, libellée

«annexe conjoint-enfants», l'autre réservée aux enfants mineurs ayant un tuteur légal autre que ses parents, libellée «tuteur légal», indique le communiqué. Cet imprimé est mis à la disposition des citoyens et des citoyennes au niveau des circonscriptions administratives et des daïras comme il peut être téléchargé à partir du site du ministère : www.interieur.gov.dz

Le ministère souligne également que la liste des pièces constitutives du dossier de demande de la carte d'identité nationale et du passeport, prévues par l'arrêté ministériel du 25 mai 2011, peut être consultée sur le même site.

APS

Le MEN nous écrit

Le MEN use, pour la première fois, du droit de réponse conformément aux articles 44 et 45 du code de l'information pour rectifier un titre, jugé tendancieux, «Ali Boukhezna piège Bensalah» et pour exprimer un avis contraire au sujet des points relevés par votre journaliste auprès de «militants» du parti.

Depuis le dernier congrès, le parti s'est attelé à dynamiser toutes les structures et à changer ou renforcer celles qui n'arrivaient pas à suivre le rythme. Que les auteurs des déclarations ne soient pas d'accord avec la direction politique est tout à fait normal pour un parti, mais l'accuser à tort est une atteinte gravissime aux règles élémentaires de la décence.

Le parti qui prépare déjà son prochain congrès avec une large ouverture vers d'autres horizons, dans les prochains mois, se contentera de porter la contradiction sur le terrain et non par voie de presse.

Mais pour éclairer vos lecteurs, voici la liste des personnes ayant été désignées pour prendre part à la rencontre avec M. Bensalah.

Ali Boukhezna, secrétaire général.

Ali Bouferoua, membre du comité central, chargé de l'organique au bureau politique.

D^r Mohamed Hedir, secrétaire de wilaya de Tissemsilt, président de la commission chargée de la formation.

Mustapha Rahmani, secrétaire de wilaya d'Adrar, chargé de la commission de la jeunesse et des étudiants.

Djamel Tliba, directeur du cabinet du secrétaire général.

Enfin, la réunion du 30 mai 2011 était encadrée et présidée par des membres du bureau politique en présence de plusieurs membres du comité central. Tout le reste est à gérer au sein des structures et non sur la place publique.

**Le secrétaire général
Ali Boukhezna**